



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le vent de la révolte souffle depuis l'Iran !

Le vent de la révolte iranienne continue de souffler ! Porté par la jeunesse, il se répand à travers tout le pays depuis trois mois et le décès de Mahsa Amini, torturée et assassinée par la police des mœurs de Téhéran parce qu'une mèche de cheveux dépassait de son voile.

La révolte embrase de courage le cœur de tous ceux qui y prennent part. Des jeunes femmes attachent et brûlent leur voile ; les rassemblements se multiplient aux cris de « Femmes, vie, liberté », « Mort au dictateur » ; des mollahs sont bousculés dans la rue, des policiers attaqués et des commissariats brûlés... Il n'y a pas une région, une ville, une université qui n'ait été touchée par cette rébellion.

C'est le régime lui-même qui est contesté, et il cherche à se maintenir au moyen d'une sanglante répression. Plus de 15 000 manifestants auraient été arrêtés et plus de 300 personnes tuées, dont beaucoup de très jeunes. Mais rien n'arrête la révolte.

Celle-ci trouve, chaque jour, de nouveaux appuis avec des personnalités sportives, des artistes ou des journalistes. Dans les villes, les fermetures de magasins ou de lieux culturels se sont multipliées. C'est vrai dans toutes les régions, qu'elles soient kurdes, baloutches, arabes, perses, azéries, turkmènes.

Des grèves de soutien ont aussi éclaté dans les régions pétrolifères et dans de grandes entreprises où

les travailleurs ont des traditions de lutte anciennes. Cette semaine encore, des milliers de travailleurs du secteur pétrolier ont arrêté le travail.

Les travailleurs qui rejoignent le mouvement revendiquent, en plus de la liberté, du pain et du travail. Car si l'inflation, les pénuries, le chômage et les salaires impayés sont le quotidien de millions d'Iraniens depuis des années, ces difficultés sont devenues insupportables.

Pour des millions de familles, il est impossible de se soigner, de se loger dignement, d'acheter de la viande ou simplement des œufs. Cette situation est en partie causée par l'embargo imposé par l'impérialisme américain, mais elle est aggravée par le parasitisme des dignitaires du régime. En Iran comme ici, quand la population s'enfonce dans la misère, une minorité continue de s'enrichir et de rouler sur l'or.

Aujourd'hui, le ressort de la peur ne fonctionne plus. Alors, la révolte de la jeunesse se transformera-t-elle en révolte sociale ? Les dizaines de milliers de manifestants actuels deviendront-ils des millions ? Les travailleurs apporteront-ils à la révolte leur puissance sociale et leur capacité d'organisation ? Sauront-ils proposer une politique pour renverser le régime et mener une nouvelle révolution, où les classes populaires construiraient elles-mêmes leur propre pouvoir ? Tant que la révolte est en marche, tout est possible.

Ce qui est certain, c'est que la chute de la dictature ne règlera rien pour les pauvres et les exploités d'Iran sans qu'ils ne prennent eux-mêmes la tête de cette révolte consciemment, avec leurs propres organisations et leurs propres objectifs politiques.

Sans cela, il se passera en Iran ce qui s'est passé dans bien d'autres pays, comme en Egypte ou au Soudan : une autre direction finira par s'imposer à la tête de la révolte des opprimés pour canaliser leur lutte, voire s'en servir comme marchepied pour arriver au pouvoir.

Les candidats pour remplacer la République islamique par un autre régime d'exploiteurs ne manquent pas. Des héritiers de l'ancienne monarchie sont en embuscade. Des politiciens prétendus « réformateurs » du régime probablement aussi. Et c'est sans compter les courants d'opposition « démocratique », comme celui de Maryam Rajavi qui, en dépit de son courage physique, cherche depuis des années à gagner l'appui de l'impérialisme en promettant, notamment, assurer la défense de la propriété privée et de ses droits en cas de changement de régime.

Ceux-là, qui espèrent usurper la révolte montrent ce qui attend tous les mouvements de contestation à venir. Pour se défendre de ces opportunistes, il est essentiel qu'existent dans toutes les usines et dans tous les quartiers, des militants

ayant tiré toutes les leçons des luttes passées, pour défendre l'idée que c'est aux travailleurs eux-mêmes de diriger, en commençant par leurs propres luttes.

Comme en Iran, il n'est nulle part possible de prévoir ce qui mettra le feu aux poudres. Si là-bas, cela a été une mèche de cheveux rebelle, ailleurs, ce sera peut-être le manque de blé, une atrocité guerrière ou une énième provocation du patronat. Une chose est certaine, les travailleurs ont un rôle majeur à jouer dans ces révoltes, car ils sont les seuls à être porteurs d'un ordre social débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et pour ce combat, ils ont besoin du courage incroyable dont la jeunesse irakienne fait preuve aujourd'hui.

La question des salaires reste entière



En octobre, la hausse des prix est montée encore d'un cran, avec un taux d'inflation de 13,1%. Pour de plus en plus de travailleurs, la situation devient catastrophique.

Et il faudrait se serrer la ceinture, pendant qu'Engie, Total et consorts, mais aussi beaucoup d'autres grandes entreprises font des profits mirobolants ?

Les salaires doivent augmenter d'au moins 500 euros pour tous. Il faut au moins 2 000 euros net par mois pour vivre aujourd'hui ! Et ils doivent être indexés réellement sur la hausse des prix.

Ils peuvent payer des augmentations !

18 entreprises de l'index boursier BEL20 ont versé à elles seules 8,17 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, en hausse de près de 50% ! Les marges des entreprises belges n'ont jamais été aussi élevées.

Ils nous font les poches

Les entreprises qui doivent indexer les salaires, peuvent compter sur le gouvernement qui leur a accordé une baisse des cotisations sociales patronales de 7% pour les 6 premiers mois de 2023.

Bref, il puise dans nos salaires indirects pour financer nos salaires directs.

Et les actionnaires ? Ils continuent à se gaver.

Où est passée la taxe des « surprofits » ?

Fin septembre la presse et les politiciens faisaient étalage d'une fameuse taxe sur les « surprofits ». L'idée avait même été approuvée au niveau européen, en conseil des ministres ! Mais depuis lors qu'en est-il ?

Tout semble indiquer que l'idée tarde à devenir réalité. L'effet d'annonce à quant à lui été bien réel, et a permis au gouvernement de temporiser.

En attendant, les factures d'énergies continuent d'exploser. Mais pour se défendre face à la hausse des prix, les travailleurs n'ont pas à attendre que les gouvernements se décident, ou non, à prendre quelques mesures... qui ne suffiront de toute façon pas.

C'est leur déficit

Le déficit public belge atteindrait 6.1% cette année. La Commission

européenne affirme que c'est à cause des aides à la population sous formes de chèques énergie et de réduction temporaire de TVA, pourtant largement insuffisantes. Par contre, pas un mot sur les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et à leur fraude fiscale qui coûtent au moins le double de ces mesures.

On voit à qui nos gouvernements et la Commission européenne veulent faire payer la crise.

Les rapaces de l'énergie

Les sociétés de logements sociaux avec chauffage collectif négocient les contrats avec les fournisseurs d'énergie. Mais quatre sociétés de logements sociaux, Centr'Habitat, Toit&Moi, la Sambrienne et le Logis Tournaisien, dont le contrat arrive à terme fin 2022, n'ont pas obtenu de réponse à leur appel d'offres. « Engie nous a répondu que ce n'était pas rentable ». « Nous sommes très inquiets pour nos locataires » avoue le responsable de la Sambrienne.

Ce chantage odieux par des fournisseurs d'énergie qui accumulent des profits est à l'image de cette société pourrie où même les besoins essentiels, comme se chauffer ou s'éclairer, dépendent du « bon vouloir » de groupes capitalistes qui ont tout pouvoir au nom de la propriété privée.

Budget fédéral : « reprendre de la main droite ce qu'a donné la main gauche »

La secrétaire d'État au budget, Eva De Bleeker (Open VLD), a estimé que le déficit de l'État en 2023 serait de 35 milliards au lieu des 33,5 milliards annoncés par le gouvernement. Soit 3,4% du PIB au lieu de

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

2,9%. La secrétaire d'État a simplement pris en compte la perte fiscale de la baisse de la TVA à 6% sur l'énergie. Cela a contraint le premier ministre, Alexander De Croo (Open VLD), à avouer que cette baisse serait compensée par une hausse des accises, qui sont des impôts indirects prélevés sur la consommation de tabac, d'alcool et... d'énergie, comme les carburants mais aussi le fioul domestique, et y compris le gaz et l'électricité via les « cotisations sur l'énergie ».

Une Maison hors de prix



A l'origine, le chantier de la Maison des Parlementaires à Jambes devait coûter 10 millions d'euros. Or, il a été multiplié par 4 et atteint aujourd'hui 46 millions d'euros. Officiellement ce serait le prix des matériaux, les modifications en cours de chantier et les ajouts qui seraient responsables de cette explosion du budget initial.

Mais comment en est-on arrivé là ? Est-ce parce que le greffier avait tout pouvoir comme le prétend la presse ? Est-ce la faute au Bureau du Parlement wallon qui aurait été négligent sur le contrôle des marchés publics ? Est-ce un montage fait sciemment pour que les entreprises puissent empocher le jackpot ? Peut-être tout à la fois ? Pour le savoir, il faudrait que les travailleurs puissent avoir accès aux comptes et à tous les documents.

La Flandre est-elle si loin ?

Un des deux principaux actionnaires d'Artes Group, l'entreprise

désignée pour la construction de la Maison des Parlementaires, est Paul Plasschaert. Il a été poursuivi en Flandre à la fin des années 90 pour avoir mis en place une entente qui, selon les termes du tribunal, « a réduit pendant des années la procédure des marchés publics à une mascarade ».

Grâce à une gigantesque fraude, 34 entrepreneurs se sont entendus sur les prix d'au moins 54 appels d'offres pour de grands travaux hydrauliques commandés par la Région flamande. Projets, qui ont coûté bien plus cher que le budget initialement prévu. La condamnation à 8 mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende, prononcée en 2006, est dérisoire en regard des montants en jeu.

Le Bureau, les Parlementaires et le greffier l'ignoraient ou le savaient-ils ? Et ils prétendent gouverner !!!

Avancer à l'aveugle

De nombreuses institutions publiques n'ont pas remis leurs comptes annuels, souvent depuis deux ou trois ans. L'Institut national d'assurance maladie-invalidité (Inami) fait pire puisque ses derniers bilans datent de 2016.

Les gouvernements ont récemment annoncé des coupes dans les budgets 2023 des soins de santé et des autres secteurs publics utiles à la population. Ils l'ont donc fait sans même connaître leurs propres bilans financiers ! Le capitalisme nous mène au chaos... les yeux fermés !

La vérité qui dérange

Le monde politique et les syndicats de policiers attribuent la mort du policier tué à Schaerbeek à un problème de « procédure ».

En effet, le meurtrier, mentalement dérangé, était venu lui-même demander de l'aide dans un commissariat, car il craignait de passer à l'acte, comme il a fini par le faire.

Que s'est-il passé ensuite ? Le juge d'instruction n'a-t-il pas pris la bonne décision parce qu'il a été trop

respectueux des lois et des procédures ? Est-ce un problème de coordination entre les services hospitaliers et la police ?

Toutes ces questions laissent dans l'ombre le principal : IL N'Y A PAS LES MOYENS NÉCESSAIRES POUR SOIGNER CEUX QUI SOUFFRENT DE MALADIES MENTALES, que ce soit pour les traitements, les accompagnements ou les prises en charge en cas de crise, comme lors de l'incident à Bruxelles qui a coûté la vie à un jeune policier.

Le dénuement des services hospitaliers

La majorité des services hospitaliers du pays ne fonctionnent 24h sur 24 que grâce à la présence de nombreux stagiaires infirmiers ou médecins.

En raison de la pénurie de personnel, ceux-ci sont souvent amenés à assumer seuls des responsabilités dont dépendent la santé et parfois la vie des patients. Combien de drames non médiatisés cela provoque-t-il, dans les urgences, les services de psychiatrie ou d'accouchement ?

Crèches en crise

Déjà en difficulté, la hausse des factures d'énergie a fini par mettre en faillite la société Neokids avec ses 17 crèches bruxelloises, entraînant 110 licenciements. Les salaires n'étaient d'ailleurs déjà plus payés depuis le mois d'octobre.

Plus de 400 enfants et leurs parents se retrouvent sans crèche. Et cela ne fait qu'aggraver le manque de places généralisé dans les crèches qui rend impossible ou impayable le fait de pouvoir faire garder son enfant et contraint de nombreux parents - surtout des femmes - à devoir rester à la maison.

Il faudrait un véritable service public de l'enfance qui permette à chaque enfant d'être gardé, éduqué, pris en charge correctement.

Échos des piquets de grève du 9 novembre :



Interrogées sur la grève du 9 novembre dans les embouteillages ou devant les magasins fermés, une majorité des personnes répondaient « cette grève est justifiée ». Ce fait reflète la profonde inquiétude des travailleurs face à l'explosion des prix. Et pourtant, les grévistes savent qu'elle a été difficile, parce qu'elle n'a pas pu s'appuyer sur une large mobilisation. Mais les piquets de grève ont souvent été l'occasion d'échanges entre collègues de travail sur la gravité de la situation. Ces discussions sont la base d'une perspective pour ceux qui sont convaincus qu'une large lutte collective est indispensable :

Chez Audi-Forest (Bruxelles)

« On a bien été indexés de 8% en juillet, mais depuis lors, on n'a quasiment pas eu un mois sans chômage. Il est très difficile de planifier, on ne sait jamais combien on aura sur le compte. »

Les travailleurs expriment leur colère contre le nouveau système à points pour dissuader de prendre des congés maladie ou pour impératif familial, sous peine de licenciement : « c'est vraiment la dictature ! » Et cela, alors qu'« on est pressé comme des citrons et qu'on perd de l'argent ».

A Mons

Une déléguée de l'hôpital Ambroise Paré témoigne « la flambée des prix de l'énergie pousse la direction à faire des économies sur tout. La situation est catastrophique. Des

pensionnés arrivent déjà en hypothermie faute de chauffage, mais les urgences sont débordées, car de nombreux contrats n'ont pas été renouvelés. Le personnel est à nouveau sur les genoux ».

A Ghlin

Les grévistes comparent leurs factures d'énergie « à un deuxième loyer, parfois plus élevé que le premier ». Le chômage économique est une plaie. Chez Aisin, il atteint jusqu'à 15 jours par mois pour certaines catégories de travailleuses.

La majorité des grévistes sont conscients qu'une mobilisation plus large est indispensable.

Les actions ponctuelles, comme celles du 9 novembre, organisées par les syndicats sans concertation avec les travailleurs, sans assemblées, sans proposer de suite, ni d'objectifs concrets, entretiennent la méfiance envers les syndicats et le scepticisme sur l'action collective. Beaucoup de discussions entre collègues sont nécessaires pour que les travailleurs retrouvent confiance en leur force.

SNCB

Le gouvernement prend la mobilité des voyageurs en otage

Le front commun de trois organisations syndicales, la CGSP-Cheminots, la CSC Transcom et le SLFP, appellent les cheminots à une grève de 24 heures le 29 novembre, pour protester contre le manque de moyens alloués au rail. Le ministre fédéral de la mobilité, Gilkinet (Ecolo), prétendait augmenter l'offre de train de 3 800 actuellement (en théorie) à 4 220 en 2032. En réalité, plus de 100 trains sont supprimés par jour, souvent en raison d'un manque de personnel et de pannes de plus en plus fréquentes.

La SNCB, étranglée entre la hausse des coûts et le gel de son budget, augmente ses tarifs de 11% en moyenne,

une mauvaise nouvelle supplémentaire pour les familles populaires.

Le gouvernement affirmait qu'il allait « doubler la part du rail dans les transports des voyageurs et des marchandises » d'ici 2040. Un effet d'annonce, alors que les mesures contre les véhicules thermiques, dont dépendent la majorité des travailleurs pour leurs déplacements, sont bel et bien réelles.

Le gouvernement prend la sécurité des voyageurs en otage

Le syndicat autonome des conducteurs de train, le SACT, a déposé un préavis de grève de 48 heures pour les 30 novembre et 1er décembre prochains. Ce préavis est accompagné d'un cahier de revendication, signé par 1 700 conducteurs. Ceux-ci dénoncent la hausse de la productivité, les refus de congés et « la fatigue excessive » engendrée par cette situation.

En outre, un changement de procédure des départs de train imposé pour des raisons de coûts de maintenance a contribué à une augmentation significative des dépassements de signaux au premier semestre 2022. Alors « l'erreur humaine » qui causera le prochain drame ferroviaire, ce sera sans doute celle de la baisse des budgets et des effectifs à la SNCB !

Divisions syndicales nuisibles

Alors que le ras-le-bol monte parmi toutes les catégories de cheminots, en Flandre comme en Wallonie, les organisations syndicales se divisent sur les dates des actions et les revendications. Les trois « grandes » organisations syndicales refusent de reprendre à leur compte le cahier de revendication du « petit » syndicat SACT des conducteurs. De son côté, ce syndicat corporatiste appelle les conducteurs à des actions distinctes des celles des autres métiers du rail. Et pourquoi pas des divisions selon

l'âge du conducteur tant qu'on y est ? Devant la gravité de la situation, l'unité des travailleurs est indispensable, il faudra l'imposer par des initiatives entre collègues de travail !

Grève à l'hôpital des enfants

Le personnel de l'Hôpital des enfants Reine Fabiola (Huderf) de Bruxelles a fait grève mercredi 16 et jeudi 17 novembre pour réclamer du personnel supplémentaire afin de faire face à la charge de travail de plus en plus lourde et pouvoir assurer une bonne qualité des soins. Un infirmier témoignait par exemple qu'ils étaient amenés à faire des choix entre assurer la sécurité du patient mais pas son confort.

Cela fait des mois que le personnel réclame des moyens supplémentaires sans que la direction ne se décide à embaucher. Suite à la grève, une réunion s'est tenue en urgence au cours de laquelle la direction a accepté un nombre minimum d'infirmiers par patient, l'augmentation de 2 ETP dans l'équipe des aides-soignants, et qu'elle allait respecter les règlements en matière d'octroi des congés ! Les travailleurs ont suspendu leur grève suite à cette annonce mais ont décidé de se réunir en janvier afin d'évaluer le respect des engagements pris.

Grève dans les CPAS

Mercredi 16 novembre, les travailleurs des 19 CPAS de Bruxelles étaient en grève pour dénoncer le manque de personnel et de moyens, et réclamer un refinancement pour faire face aux demandes de plus en plus nombreuses auxquelles ils sont confrontés.

Cheminsots, CPAS, hôpitaux, enseignement... partout les travailleurs sont confrontés au manque de personnel, à la surcharge de travail,

au manque de moyens... Tous ensemble ils ont la force de se faire entendre !

Des chocolats qui rapportent

Leonidas augmente ses revenus de 22%. L'entreprise a profité du Covid pour prendre les marchés dans les aéroports. Elle n'a pas encore augmenté ses prix pour tenter de prendre des parts à ses concurrents et compte sur l'augmentation des ventes pour compenser.

La crise, qui pousse des centaines de petites entreprises vers la faillite, fait le bonheur des plus grosses qui se trouvent au bon endroit, au bon moment. Cette hausse de revenu ne fera en tout cas pas le bonheur des salariés qui voient déjà leur site de production déplacé et réorganisé.

Vers la récession ?

4 grandes banques prévoient une récession en Belgique. Elles s'appuient sur la diminution de l'activité industrielle pour annoncer que celle-ci va s'aggraver.

Pour les dirigeants de ces banques, c'est la faute de l'indexation des salaires !

Ils oublient juste de mentionner leurs énormes profits, qui s'élèvent à 8 milliards rien que pour BNP Paribas !

Mais ils n'en ont pas assez, et ils préféreraient encore voir les travailleurs se serrer la ceinture plutôt que de renoncer à leurs profits. La récession, ils en sont responsables, et si on les laisse faire, ils n'arrêteront pas de la faire payer aux travailleurs.

Blockchain en faillite

Depuis une dizaine d'années, le développement des cryptomonnaies a donné l'illusion à certains que le capitalisme pourrait se rajeunir grâce à ces monnaies virtuelles, dont le fonctionnement serait garanti par les transactions sécurisées et transparentes de la « blockchain ». L'explosion du prix du bitcoin en particulier a permis à

quelques-uns de s'enrichir grâce à la spéculation sur la cryptomonnaie. Tout une série de capitalistes s'y sont engouffrés pour y spéculer : des fonds de pension, des traders de Wall Street, des fonds souverains.

Tous ces rêves se sont fracassés la semaine passée avec la faillite de FTX, la deuxième plus grande firme de cryptomonnaie. Comme tout bon capitaliste, le fondateur de FTX, a détourné 8 milliards de dollars de dépôts des consommateurs. La faillite de FTX a fait s'effondrer la bulle spéculative de la cryptomonnaie et 180 milliards de dollars sont partis en fumée en 24h.

Twitter : travaille plus ou dégage !

Elon Musk, récent acquéreur du réseau social Twitter, est l'homme le plus riche du monde.

Après avoir licencié la moitié du personnel de Twitter, il entend imposer à l'autre moitié de « travailler de longues heures à haute intensité » et de lui obéir au doigt et à l'œil, et sans se plaindre.

Pour l'instant, intouchable tout en haut de sa pyramide, jusqu'à ce que les travailleurs le fassent dégringoler.

Au bord du gouffre...

Lorsque, mardi 15 novembre, un missile s'est abattu sur un village polonais, tuant deux ouvriers agricoles, le monde entier a retenu son souffle, craignant une implication ouverte de l'OTAN dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Finalement le gouvernement américain a décidé que le missile était ukrainien et non russe. Zelensky, qui affirmait le contraire, a été sommé de se taire par ses « alliés » français et américains. Ainsi bricolent, à tâtons, les dirigeants occidentaux des solutions pour maintenir dans certaines limites le conflit qu'ils mènent contre la Russie par l'Ukraine interposée. Jusqu'à la prochaine fois...

... « à mon commandement, marche ! »

Le commandant de la force nucléaire américaine, l'amiral Charles Richard, déclare début novembre : « la crise ukrainienne actuelle n'est qu'un échauffement. Le grand conflit arrive. » Avec qui ? « Avec la Chine probablement ». Ces déclarations du haut gradé américain visent à obtenir de nouvelles augmentations du budget militaire des États-Unis, qui, avec 813 milliards \$ en 2022, est déjà trois fois plus élevé que celui de la Chine.

Les dirigeants du capitalisme américain sont prêts à entraîner l'humanité dans un troisième conflit mondial pour préserver leur hégémonie.

Inhumanité à l'échelle européenne

Des centaines de milliers de personnes fuient les guerres et la misère dues à la politique de l'impérialisme occidental dans leurs pays. Ces personnes sont prêtes à braver tous les dangers pour améliorer leur sort. Face à elles, tous les gouvernements européens durcissent toujours plus les conditions d'accès dans le territoire européen, quitte à les abandonner en pleine mer !

En Italie, le gouvernement a réintroduit un code de conduite qui menace les ONG de confiscation de leurs navires si elles ne respectent pas certaines règles, rendant quasiment impossible le sauvetage des personnes en mer. Le bateau Ocean Viking dans lequel 234 personnes attendaient de pouvoir accoster a essuyé un refus de la part des gouvernants italiens début novembre.

Le gouvernement français ne l'a autorisé à jeter l'ancre... qu'au bout d'une semaine d'attente ! Alors qu'il y avait des malades à bord !

Le « pays des droits de l'Homme » n'est pas plus accueillant. Les rescapés ont été placés

dans une zone d'attente avec interdiction d'en sortir, sans téléphone, sans interprète, en attendant d'être répartis dans d'autres États européens, ou renvoyés dans leur pays d'origine.

Les migrants qui défient les mers sont nos frères et sœurs de lutte ! À bas l'ordre bourgeois et les frontières !

COP 27 : pas grand-chose, comme d'habitude



Au cirque de la COP 27, les négociateurs du monde entier ont joué les prolongations, pour trouver un accord... sur aucune décision radicale.

Pas étonnant : pas moins de 637 lobbyistes de l'énergie fossile y sont présents. Parmi eux on retrouve, par exemple, le patron de l'entreprise Total qui, en Ouganda et en Tanzanie construit des projets qui pourraient émettre jusqu'à trente fois les émissions annuelles de ces deux pays. Quant aux 80 000 paysans qui cultivaient les terres que Total est censé avoir achetées pour construire ses projets, la plupart ont été expropriés sans avoir touché quoi que ce soit.

Le volet « pertes et préjudices », qui devait prévoir une compensation à destination des pays les plus pauvres, aboutit à pas grand-chose. Cent milliards de dollars par an seraient nécessaires pour ces dédommagements, une somme dérisoire si on la compare aux 4 000 milliards de dollars de profits attendus en 2022 au niveau mondial par l'industrie des énergies fossiles.

Mais les pays du G20, pourtant responsables de 80% des émissions de gaz à effet de serre, n'avancent que des propositions minables. La Belgique quant à elle a même refusé de se joindre aux propositions européennes.

Toute cette hypocrisie est renforcée par le fait qu'en marge des négociations, 60 000 à 100 000 prisonniers politiques sont détenus dans les geôles de la dictature égyptienne...

La coupe est pleine

La coupe du monde de football s'est ouverte au Qatar. Ses organisateurs ont du sang sur les mains.

En 10 ans, 6 500 travailleurs venus du Népal, du Bangladesh, du Pakistan... sont morts sur les chantiers de construction, dans des conditions de travail datant d'un autre siècle ! Des entreprises européennes comme Vinci et Bouygues n'hésitent pas à faire travailler des personnes 14h par jour, 7 jours par semaine, sous des chaleurs insupportables et à les faire vivre dans des camps pour les expulser une fois le travail achevé.

À cette aberration s'ajoute un non-sens écologique : 7 stades climatisés à ciel ouvert ont été construits en plein désert. Le Qatar étant trop petit pour accueillir les supporters, un système de navette par avion a été mis en place entre Doha et Dubaï aux Émirats Arabes Unis : 160 vols par jours seront affrétés pour transporter les supporters !

Selon la presse, le lieu d'organisation de ce mondial aurait été décidé lors d'un dîner en 2010 entre Sarkozy, Platini, vice-président de la FIFA à l'époque, et deux dirigeants qatariens, permettant à chacun de prendre sa part du gâteau !

Plus qu'une compétition sportive, le mondial de football est surtout une affaire de gros sous entre capitalistes !

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail : contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !